



Tél : 01 48 10 86 29

Fax : 01 48 10 86 26

Aurélie Trouvé et Thomas Coutrot co-présidents
d'ATTAC France

21 ter, rue Voltaire
75011 Paris

Pantin le 9 mars 2012

Chers camarades,

Vous nous avez demandé de répondre à un questionnaire qui porte sur la ratification du pacte fiscal, l'élaboration d'un nouveau traité européen et la question des référendums d'initiative citoyenne.

Tout votre questionnaire se situe dans la perspective de « redonner du pouvoir aux citoyens », « d'inverser la dégradation démocratique en France et en Europe ». Mais cette perspective nous paraît ne pas prendre en compte la réalité de ce qu'a toujours été la construction européenne.

Depuis le début, la construction européenne n'a jamais eu comme préoccupation de donner le pouvoir aux citoyens. Dès le départ, avec la CECA, la principale préoccupation des dirigeants européens étaient de relancer les économies exsangues, de créer un marché commun, c'est-à-dire de défendre les intérêts des bourgeoisies européennes en arrivant autant que faire se peut à surmonter leurs divisions, leurs oppositions d'intérêts. Alors, même si nous avons toujours fait partie de ceux qui voyaient la fin des frontières et la libre circulation des humains comme un progrès indéniable, cela ne nous a jamais empêchés de dénoncer cette construction européenne. Et tous les discours sur la paix et l'unification européenne n'ont servi que d'enrobage à cette construction d'un marché pour le plus grand bien des grands groupes capitalistes européens.

Même quand la construction européenne prit un tour plus politique, elle n'aboutit à aucune avancée démocratique. Et les peuples ne décident de leur sort ni dans l'Union Européenne, ni d'ailleurs dans aucun des États qui la composent. La preuve en a été apportée avec le référendum sur le traité constitutionnel européen. Le désaveu subit lors des votes dans différents pays n'empêcha aucunement les gouvernements de passer outre en ratifiant le traité de Lisbonne. Et l'on put constater alors à quel point, les gouvernements ne s'embarrassent pas de considérations démocratiques.

Le pacte budgétaire voté dernièrement est un nouveau moyen trouvé par les puissances européennes pour étrangler, contrôler, voire mettre sous tutelle les États européens les moins forts. Imposer des règles encore plus strictes sur les déficits est une porte ouverte

pour continuer à faire payer aux peuples, les dettes des financiers. Ce pacte budgétaire est une nouvelle arme que se donnent les gouvernements européens pour écraser encore leurs populations.

Mais malgré tout, ce ne sont pas les traités, aussi mauvais soient-ils, qui ont amené l'Europe dans l'impasse comme vous l'écrivez. C'est le système capitaliste lui-même qui provoque les crises, la spéculation financière et ses conséquences désastreuses. Aucun traité, renégocié ou pas, ne peut mettre fin à l'irrationalité du système et à l'avidité des capitalistes qui sont les causes réelles de la crise que nous subissons.

Et c'est bien parce que leur système économique est injuste, basé sur l'exploitation, que les capitalistes savent qu'ils doivent imposer leur domination sans laisser les peuples avoir la main sur la direction de la société.

Alors pour construire une Europe démocratique et juste, c'est bien plus qu'un traité qu'il faudra imposer. Croire à la possibilité d'une Europe démocratique et juste dans un monde capitaliste inique et dominé par une poignée de financiers est une illusion. Les peuples doivent pouvoir contrôler leur économie pour défendre leurs intérêts, voilà la base d'une réelle démocratie. Et cela doit se faire à l'échelle européenne, c'est une certitude, mais en renversant le système économique actuel dans son ensemble.

Quant à la question des référendums d'initiative citoyenne, nous partageons bien sûr l'idée que la population doit participer directement à la vie politique. Qu'elle soit consultée sur des questions essentielles serait un véritable progrès démocratique, il est vrai. Et pas seulement consultée, d'ailleurs !

Il y a plus d'un siècle, la Commune de Paris avait inventé une nouvelle façon de faire de la politique. Les élus étaient révocables à tout moment. La population contrôlait jusqu'à l'application des décisions votées, en en finissant avec ce leurre que représente la séparation des pouvoirs exécutifs et législatifs, qui d'ailleurs permet que des lois votées ne soient jamais appliquées.

Démocratie et lutte contre le système capitaliste vont de pair, nous en sommes convaincus. C'est en se débarrassant de l'exploitation que les populations pourront mettre en place des pouvoirs politiques transparents, contrôlés par elles-mêmes.

Recevez mes salutations cordiales.

Nathalie ARTHAUD.

